

6 Société et Culture

**Journée mondiale de la liberté de la presse, hier
Les médias face à leurs responsabilités**

Frédéric Serge LONG
Libreville/Gabon

Cette préoccupation, également thématique de cette édition de la journée mondiale de la liberté de la presse, est au cœur des travaux de réflexion en cours, jusqu'à cet après-midi, à la Chambre de commerce de Libreville. Avec pour objectifs, entre autres, de dégager des pistes d'actions contre les discours de la haine et de l'extrémisme.

"LE rôle des médias dans la promotion des sociétés pacifiques, justes et inclusives". C'est sous ce thème que la communauté internationale, dont notre pays le Gabon, commémorait, hier, la 24e édition de la



Photo : R.H.A

Les officiels dont le ministre d'Etat à la Communication, Alain Claude Billie-By-Nze, à la cérémonie commémorative de la journée. Photo de droite : Hommes des médias et personnels administratifs étaient présents.

Journée mondiale de la liberté de la presse. Une thématique qui, selon Irina Bokova, directrice générale de l'Unesco (Organisation des Nations unies pour l'éducation, la science et la culture), invite à s'interroger sur "les raisons pour lesquelles il est essen-

tiel de renforcer un journalisme libre et de qualité, afin de permettre aux médias de contribuer efficacement à la réalisation de l'Objectif de développement durable (ODD) 16".

A Libreville, les manifestations commémoratives ont pour lieu commun, depuis



Photo : R.H.A

hier matin, la Chambre de commerce, où des travaux de réflexion autour de cette thématique regroupent les femmes et hommes de médias, enseignants, chercheurs, partenaires au développement, etc. Avec pour objectif de dégager des pistes d'ac-

tions et d'engagement pour la lutte contre les discours de haine et d'extrémisme.

A l'ouverture des travaux, Alain Claude Billie-By-Nze, ministre d'Etat en charge de la Communication, a plaidé en faveur d'une société responsable de sa li-

berté. « Journalistes, techniciens et producteurs, autant que tous les diffuseurs de contenus, doivent résolument s'inscrire dans cette optique de responsabilité, pour s'enraciner dans la culture de la paix et la recherche permanente de la cohésion nationale », a-t-il déclaré.

"Réseaux sociaux : instruments de paix ou de tensions ?", "Apport du journalisme pour le développement durable", "Actions des médias pour la construction des sociétés pacifiques et inclusives" sont, entre autres, sujets qui retiendront l'attention à la Chambre de commerce de Libreville, jusqu'à cette fin d'après-midi.

Petit angle

Le journaliste gabonais, un chien de garde muselé ?

Anita J. TSOUMBA
Libreville/Gabon

LA commémoration de la 24e édition de la Journée mondiale de la liberté de la presse, hier, aura été l'occasion pour les hommes et femmes de médias, exerçant aussi bien dans les organes privés que publics, de relever les entraves à la liberté de la presse et l'exercice de la fonction de journaliste dans notre pays. De la censure légale à la censure par les pouvoirs publics qui veulent avoir le contrôle absolu sur leurs écrits, en passant par l'autocensure, les Hommes de médias disent ne plus se défoiler dans leurs papiers : "La presse n'est plus le ba-

romètre de la démocratie au Gabon", ont-ils argué.

Au nombre des entraves à l'exercice de la fonction, on note, entre autres : l'instabilité financière des organes, le manque de personnels qualifiés et formés à la déontologie et aux règles du métier, qui conduit le plus souvent à des dérives, l'absence de liberté véritable quant à l'exercice de la profession dont le nouveau Code de la communication permet d'apprécier la finesse de la lame de l'épée de Damoclès suspendu au-dessus de la tête de la presse gabonaise dans sa diversité. Il a été aussi mentionné la non-organisation du secteur de la publicité, source principale de financement des entreprises de presse.



Photo : R.H.A

Vue des professionnels de la communication, hier à Libreville.

A ces écueils, s'ajoutent des questions politiques plus prisées par les communicateurs, au détriment d'autres préoccupations sociales, environnementales, communautaires, beaucoup plus impor-

tantes pour les populations. Ce, du fait que les pouvoirs politiques, détenteurs d'importants moyens financiers, libèrent de petites enveloppes - le fameux "Gombo" - qui influencent les lignes édi-

toriales d'un grand nombre de médias. Il faut noter que cette "sauce Gombo", qui n'est pas une spécificité gabonaise, est confortée davantage par la situation de précarité dans laquelle vivent ces professionnels de la communication.

Autant de goulots qui entravent fortement la promotion des "sociétés pacifiques, justes et inclusives" que doivent représenter les organes de presse. A ce titre, le président du comité d'organisation de ladite journée, François Ndjimbi, a d'ailleurs relevé, hier, que « quel que soit son combat, en sa qualité de chien de garde des libertés démocratiques, partout et en tout temps, la presse a le devoir d'œuvrer pour la pacification de la

société".

Toutefois, a-t-il précisé, « les médias ne peuvent convenablement jouer ce rôle que si certaines conditions sont réunies (...), que les médias soient des entreprises viables, que les hommes des médias soient bien formés dans toutes les strates du métier, que le marché de la publicité soit accessible aux médias, afin que l'exercice libre de leur métier soit garanti lorsqu'ils ne seront plus à la merci des puissances politiques et des puissances d'argent.»

C'est donc au nom de la liberté d'aboyer que les Hommes de médias prennent part aux rencontres thématiques qui se tiennent depuis hier.

Ils ont dit.....

" Les journalistes ne sont pas en sécurité dans la pratique de leur métier "

Propos recueillis par R.H.A
Libreville/Gabon

Martial Tsonga Mbicka, journaliste à Gabonews

"La liberté de la presse au Gabon est encore embryonnaire. Les médias ne sont pas encore libres. Ils subissent davantage les humeurs des hommes politiques. Ils ne peuvent pas être libres au Gabon, d'autant qu'ils dépendent volontairement de ces hommes politiques. Vous savez, celui qui a faim trouve doux ce qui est amer. Lorsque les finances sont tenues par les hommes politiques, les médias sont obligés de jouer selon les humeurs de ces personnes. D'où la proscription de la liberté de la presse au Gabon dans le traitement de l'information. Il faut le dire, ce traitement est influencé par ces personnes qui ont les moyens et qui tiennent la presse par leurs mains, si bien que celle-ci devient leur outil de manipulation".

Dorian Ondo Ella Assoumou, journaliste indépendant

"Ce qu'on appelle liberté de la presse au Gabon est relatif. Vu la pluralité des médias, on peut dire qu'il y a une certaine liberté. Il

y a des journalistes qui estiment qu'ils ne sont pas libres, parce qu'il y a une forte présence du politique dans la production de l'information au quotidien. Certains reçoivent des enveloppes pour attaquer X ou Y. De plus, le nouveau Code de la communication ne facilite pas les choses. Avec ce Code, on peut voir la perspective d'une dépoliti-

sation de cette profession, étant donné qu'il prévoit que les hommes politiques ne soient plus responsables des entreprises de presse".

Tanck Ulrick MOUNGUENGUI, journaliste à TV+

"Le Gabon est ce pays qui, par excellence, a de très bons textes, mais qui n'arrive pas à les appliquer. L'ancien Code était meilleur car, le nouveau a tellement de restrictions décriées par les hommes de médias. On a, par exemple, donné une carte de presse dont nous ne profitons pas. Elle ne nous sert à rien, surtout au niveau de l'accès à l'information. Aussi, faut-il dire que les journalistes ne sont pas en sécurité dans la pratique de leur métier. On voit, par exemple, des journalistes qui subissent des violences physiques sur le terrain de la part des agents des forces de l'ordre. Ceux qui sont sur le terrain savent qu'il n'y a pas de liberté de la presse dans notre pays."



Photo : R.H.A

Martial Tsonga, journaliste à Gabonews.



Photo : R.H.A

Dorian Ondo Ella Assoumou, journaliste indépendant.